



**Arrêté n° 2023-449**  
**Portant désignation du jury du concours externe, du concours interne**  
**et du troisième concours**  
**d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe**  
**Session 2023**

**Le Président du Centre de Gestion**  
**de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme,**

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 81-317 du 7 avril 1981 fixant les conditions dans lesquelles certains pères ou mères de famille bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter à divers concours,

Vu le décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires,

Vu le décret n° 92-850 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles,

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État et de la fonction publique hospitalière par voie électronique,

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007, relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la Fonction publique,

Vu le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française,

Vu le décret n° 2010-1068 du 8 septembre 2010 modifié fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des agents territoriaux spécialisés de 1<sup>ère</sup> classe des écoles maternelles,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des instances de sélection pour le recrutement, l'avancement ou la promotion interne des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2015-1385 du 29 octobre 2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,

Vu le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021 pris en application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en vue de limiter l'inscription d'un candidat à un concours permettant l'accès à un emploi du même grade organisé simultanément par plusieurs centres de gestion,

Vu le Code du Sport qui prévoit en son article L 221-3 que les sportifs, arbitres et juges de haut niveau figurant sur la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L 221-2 peuvent se présenter aux concours d'accès aux emplois de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ainsi que de toute société nationale ou d'économie mixte, sans remplir les conditions de diplôme exigées des candidats,

Vu l'arrêté du 11 avril 2005 fixant la liste des spécialités du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports requises pour l'accès au concours externe pour le recrutement d'animateurs territoriaux,

Vu l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalence de diplômes pour l'accès aux concours de la Fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation,

Vu l'arrêté n° 2023-159 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy de Dôme en date du 24 février 2023 portant ouverture d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe - session 2023,

Vu l'arrêté n° 2023-425 du Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme en date du 7 août 2023 fixant la liste des membres de jurys des concours et examens professionnels,

Vu le Procès-verbal du tirage au sort du représentant du personnel auprès de la CAP effectué le 18 juillet 2023,

### **Arrête :**

#### **Article 1 :**

Le jury du concours externe, du concours interne et du troisième concours d'agent territorial spécialisé principal de 2<sup>ème</sup> classe des écoles maternelles – session 2023, est composé comme suit :

Président du jury (élu) : Alain DUMEIL, Conseiller municipal, Commune de Beaumont,  
Présidente suppléante (élue) : Pascale BRUN, Maire, Commune d'Augnat,  
Elu : Bruno BOURNEL, Adjoint au Maire, Commune de Cournon d'Auvergne,  
Elu : Bernard VIGNAUD, Maire, Commune de Puy Guillaume,  
Elue : Monique CHARTIER : Conseillère municipale, Commune de Romagnat,

Fonctionnaire territorial : Angélique DELAUZANNE, Agent de maîtrise, Commune d'Issoire,  
Fonctionnaire territorial : Christophe BOURDIER, Attaché territorial, Commune de Ceyrat,  
Fonctionnaire territorial : Alexandre SALGADO, Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe, Commune de Viscomtat,  
Fonctionnaire territorial : Marie-Laure BRUN, Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe, Commune de Nohanent,  
Représentante du personnel siégeant en CAP (ou son suppléant) : Marie-Laure DAUBERNET, Auxiliaire de soins principale de 1<sup>ère</sup> classe, CCAS de Cournon d'Auvergne,

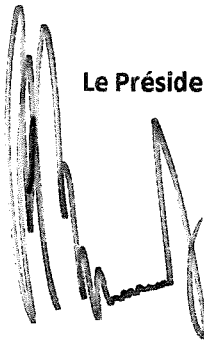
Personnalité qualifiée : Jérôme AIT BRAHAM, Agent de maîtrise principal, Commune de Clermont-Ferrand,  
Personnalité qualifiée : Laurent BONNEFOY, Attaché territorial, Commune de Cournon d'Auvergne,  
Personnalité qualifiée : Marie-Elisabeth ROCHE, Inspectrice de l'éducation nationale hors classe retraitée,  
Personnalité qualifiée : Martine PONSONNIER, Directrice d'école maternelle retraitée,  
Personnalité qualifiée : Michèle DELRIEU, Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe retraitée.

## **Article 2 :**

Le Directeur général des services du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme : [www.cdg63.fr](http://www.cdg63.fr) ainsi que sur le site [www.cdg-puy-de-dome.fr](http://www.cdg-puy-de-dome.fr), transmis pour publicité aux Présidents des Centres de Gestion parties prenantes à l'organisation et transmis au Préfet du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **05 SEP. 2023**

Le Président,



**Tony BERNARD**  
Maire de Châteldon



Le Président :  
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la présente publicité, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).  
Publication par voie électronique le : **06 SEP. 2023**

Envoyé en préfecture le 06/09/2023

Reçu en préfecture le 06/09/2023

Publié le



ID : 063-286300140-20230905-AR\_2023\_449-AR